

Les francophones en ordre dispersé

- ▶ Le dialogue entre partis est au point mort depuis 2014.
- ▶ Aucune formation politique ne veut d'une nouvelle réforme de l'Etat.
- ▶ En revanche, la discussion sur le projet francophone mûrit peu à peu.
- ▶ Le MR plaide clairement pour une Belgique à quatre Régions.
- ▶ Le PS oscille officiellement entre communautaristes et régionalistes.
- ▶ Le CDH se dit ouvert à des transferts vers les Régions.
- ▶ Ecolo et Défi calent net : pas touche à la Communauté française.

Après le coup de semonce de la N-VA (au moins en termes communicationnels, ce qui compte en politique), quid des francophones ? Doivent-ils éviter de se positionner sur le terrain institutionnel (argument : « La N-VA ne dicte pas l'agenda ! ») ou, au contraire, préparer les scénarios du futur ?

1 Le dialogue entre les partis est-il possible ? La poussée de la N-VA inquiète les partis francophones à des degrés divers, mais ne les réunit pas pour autant. Mission impossible ? La campagne de 2014, très dure et polarisée, et plus encore les négociations gouvernementales, ont abîmé durablement les relations entre partis. Benoît Lutgen a plaidé, à plusieurs reprises, pour que les présidents de parti francophones se réunissent. En vain. A ce jour, il a reçu des signaux

positifs, qui émanaient d'Ecolo et de Défi (ex-FDF). Certes, les témoins se parlent de temps à autre,

tels Olivier Chastel et Elio Di Rupo, ou Didier Reynders qui garde le contact avec les présidents du PS et du CDH.

Le vice-Premier MR est de ceux qui plaident pour que les états-majors se réunissent pour plancher sur la stratégie francophone. A qui l'initiative ? Chez les libéraux, on prévient : « Pas question de rejouer dans la même pièce que ces dix dernières années. Le PS ne doit plus jouer le rôle de parti dominant, qui invite et organise. » Au CDH, on reconnaît pourtant toujours ce rôle au boulevard de l'Empereur, et c'est bien là le problème, estime-t-on. « Le PS n'entend prendre aucune initiative, pour ne surtout pas donner l'impression qu'il est à l'initiative de débats institutionnels. » De fait,

chez les socialistes, le discours dominant est : « Il n'y a pas lieu de jouer dans la pièce de la N-VA, un parti dangereux dans les mains duquel est tombé le MR. L'institutionnel n'est pas un plan de travail, circulez. » Une thèse qui prévaut, aussi, chez Défi et Ecolo. Bref, la réunion des présidents de partis francophones (et la photo de groupe qui, à ce jour, fait défaut) n'est pas pour demain.

2 Les francophones préparent-ils, chacun dans leur coin, un nouveau round institutionnel ? Il est manifeste que les francophones sont tous dans la posture de 2007 : demandeurs de rien. Faut-il pour autant en conclure qu'ils se refusent même à étudier, discrètement, en interne, les différents scénarios : une nouvelle réforme de l'Etat classique ou un « changement de paradigme »

plus imposant, comme l'annonçait la N-VA fin 2015, voire l'éclatement du pays ? De nouveau, les partis se divisent sur le sujet.

Préambule, on le redit : les francophones ne veulent pas de nouvelle étape institutionnelle. Lisez : la N-VA ne nous dictera pas notre conduite. La sagesse ne commande-t-elle pas de se préparer à toutes les hypothèses ? A ce stade, on nous confirme que le fameux groupe 4P3U - qui réunissait, en 2010, des experts

universitaires de différentes spécialités et universités travaillant, pour tous les partis francophones, sur les différentes hypothèses institutionnelles - « n'a pas été réactivé ». Mais, ajoute-t-on, « il pourrait l'être assez facilement ». Au boulevard de l'Empereur, on précise encore que les négociations de 2010-2011 ont permis de rassembler une série de données et d'élaborer diffé-

rents modèles institutionnels, qu'il suffira de reprendre et réactualiser le cas échéant. Mais, aussitôt, on enchaîne : une nouvelle réforme de l'Etat, ce serait toucher à l'impôt, à la Sécu, des lignes rouges.

Au MR, on explique être plongé dans un travail doctrinal, « qui sera suivi, plus que probablement d'une réflexion sur les thèmes institutionnels ». Les verts, eux, ne veulent pas entendre parler d'une nouvelle réforme de l'Etat : l'idée exaspère Zakia Khattabi, qui réclame même la tenue d'un référendum en Flandre « pour vider l'abcès et passer à autre chose » (lire page 6). Le CDH planche, lui, sur la meilleure manière d'optimiser la configuration héritée de la sixième réforme de l'Etat. Quant à Olivier Maingain, il refuse, lui aussi, toute nouvelle réforme de l'Etat, et plaide pour que la réflexion porte « sur les

lignes à ne pas franchir pour assurer la protection des francophones ». Exemple : « Modifier la Constitution pour s'assurer qu'à l'avenir, un gouvernement doit disposer d'une majorité dans chaque camp linguistique. »

3 Où en est le projet francophone ? Il n'y a pas non plus d'unanimité entre francophones sur ce point. On pensait pourtant que la sixième réforme de l'Etat avait consacré la primauté des Régions, et que les Communautés étaient en voie d'extinction ? Le PS, jadis le plus en pointe sur la voie régionaliste, assume aujourd'hui ses hésitations internes. L'idée de supprimer la Communauté française a ses partisans mais aussi ses détracteurs. Pour tenter de trancher, le PS a programmé un de ses chantiers des idées autour des identités wallonne et bruxelloise. Beaucoup

imaginent, dans la foulée, un congrès wallon d'un côté, un congrès bruxellois, de l'autre, mais la thèse de la séparation nette entre les entités (qui passerait par le transfert de l'Enseignement et de la Culture) n'est pas acquise.

La surprise vient du MR : le parti défend clairement l'idée d'une Belgique à quatre Régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles et espace germanophone). L'idée a été lancée par les députés Jeholet et Crucke, elle a le soutien de la présidence du parti et de Didier Reynders. « Mais il reste

quelques communautaristes chez nous », reconnaissent les libéraux. Lesquels plaident sans ambiguïté pour la suppression de la Communauté française. « Ce serait bien que les francophones puissent avoir cette discussion et s'entendre sur leur projet d'ici à 2019. »

Au CDII, les esprits évoluent aussi. On dit Benoît Lutgen « ouvert à discuter de certaines évolutions institutionnelles ». Maxime Prévot va un pas plus loin, plaçant, comme Paul Magnette, pour la régionalisation d'une série de compétences communau-

taires (sport, tourisme...). A ce stade, la culture et l'enseignement ne figurent pas dans sa liste. Mais, chez les humanistes tendance régionalistes, on assume : « Il faut se poser la question de savoir si la Communauté française est encore le bon outil pour assurer l'indispensable solidarité entre francophones. » Cette seule question témoigne déjà d'une évolution considérable... Chez Ecolo, par contre, la ligne reste : pas touche à la Fédération Wallonie-Bruxelles, laquelle reste encore plus sacrée chez Défi. ■

DAVID COPPI
et VÉRONIQUE LAMQUIN

INSTITUTIONNEL

Cette 7^e réforme de l'Etat que personne n'ose réclamer

Le communautaire ayant été mis au frigo pour la législation, pas un parti ne se hasarde à réclamer un nouveau round institutionnel. Pas question d'ouvrir la boîte de Pandore. Après la sortie de Bart De Wever, la consigne de silence institutionnel sera plus que jamais de mise. Pourtant, ces derniers mois, le constat est généralisé : la complexité fédérale – qu'incarneraient déjà la... dizaine de ministres de la Santé – atteint des sommets. Exemples : le gouvernement fédéral peut décider

qu'il faut placer un bracelet électronique sur la cheville des candidats au djihad, mais ce sont les Communautés qui doivent assurer le suivi. Quant à la lutte contre le radicalisme, elle est éparpillée entre tous les niveaux de pouvoir (communes, Régions, Communautés, fédéral). Sans parler de l'énergie, où fédéral et Régions sont condamnés à s'entendre sur un objectif commun. Bref, en coulisses, nombreux sont ceux qui plaident pour une réforme de « nettoyage », destinée à rationaliser la répartition des politiques. Quitte, osent d'aucuns, à refédéraliser certaines compétences. Un discours largement entendu mais qui risque, plus que jamais, de rester tabou... jusqu'en 2019.

V.L.A.

réactions Y a-t-il une date de péremption de la suédoise ?

Les sorties répétées de la N-VA sur la régionalisation du rail, les coupes dans la Sécurité sociale, ou l'élaboration d'un confédéralisme menant à la fin de la Belgique, peut-être en 2025, mineront-elles à ce point le gouvernement fédéral que son avenir pourrait en être compromis ? Est-ce dans cette optique que tant le CD&V que le VLD ont avancé à ce début d'année l'élection de leur président, initialement prévue fin 2016 ? En bref : la suédoise porte-t-elle désormais une date de péremption (préalable à 2019) ?

Réponse en trois points.

Le vrai danger : la communautarisation à tous crins La N-VA l'assure : si elle réfléchit à « l'émancipation de la Flandre », donc à la scission du pays en vue de 2019, elle respectera son engagement de pause communautaire sous cette législation. Ses partenaires MR, VLD et CD&V se disent dès lors rassurés (même « confortés », ose un bleu francophone) : rien ne change pour la suédoise ; Bart De Wever n'a pas franchi la ligne rouge puisqu'il respectera l'accord

gouvernemental ; la suédoise ne fera pas de communautaire.

Circulez, y a rien à voir ? Pas sûr... Car, comme le dit un CD&V, « que la N-VA dise dès à présent qu'elle remettra le communautaire sur la table en 2019 va rester dans les têtes et peser sur certaines décisions. L'aspect communautaire surgira dans certains dossiers ». Pour ce VLD, c'est même déjà le cas : « Par ses sorties, Bart De Wever maintient une pression permanente sur tous les partis. Et il communautarise déjà les dossiers,

voyez le désintérêt du fédéral pour Bruxelles, Linkebeek... »

Un autre CD&V le dit dès lors sans ambages : « Pour ratisser large, Bart De Wever a ouvert trois fronts (réfugiés, Sécu et séparatisme) où il va à l'encontre de la ligne du gouvernementale. Il polarise tout et cherche le conflit. A terme, c'est intenable ! Cela ne peut plus durer trois ans et demie, car il devient totalement ingérable, et que cela va déstabiliser les partis de la majorité. Au CD&V, on en a marre de ce cinéma et on pense que

Charles Michel ne peut tenir comme ça ; il apparaît comme le prisonnier de De Wever. »

Pour notre VLD, « cela posera un problème au gouvernement quand le MR en aura ras le bol. Mais ce ne sera pas au bout d'un an seulement. Et Bart De Wever en profite... Tant pis si cela n'aide pas le MR ou un autre partenaire, il s'en fout ! ».

« De Wever devient ingérable. C'est intenable ! Il va déstabiliser la majorité » UN CD&V

Les partis se préparent au combat S'il n'y a pas de danger immédiat pour le gouvernement, pourquoi le CD&V et le VLD ont-ils décidé d'avancer de quasi un an leur élection à la présidence ? Au CD&V, on explique qu'on a couplé la présidentielle aux élections internes locales (sections, provinces...), ce qui permettra au congrès doctrinal de fin d'année de se concentrer sur l'essentiel. Et au VLD, on a préféré rapidement annoncer et organiser une élection anticipée

pour éviter un débat d'un an sur la bonne stratégie à adopter par le futur président, sous la pression permanente de la N-VA.

Wouter Beke et Gwendolyn Rutten seront donc (sauf énorme surprise) bientôt prolongés dans leur fonction, prêts à préparer les scrutins de 2018 (communales) et 2019 (fédérales et régionales). Pourquoi se préparer au combat si tôt ? « Parce que, répond un libéral flamand, les deux partis ont du mal à se positionner face à la N-VA qui veut "manger" les autres partis depuis le centre jusqu'à la droite. Et ce, en deux étapes : en absorbant leur base aux communales, puis le reste aux fédérales. Dans ce contexte, CDES et VLD n'ont pas besoin d'un long débat public sur la présidence, mais de réfléchir en interne à la bonne manière de contrer la stratégie nationaliste. »

Très bien ancré localement, le CD&V a en effet beaucoup à perdre aux prochaines communales ; il doit donc bien préparer le terrain, et est sans doute le parti

qui se prépare le plus, dès à présent (et même depuis les premiers mois de 2015), à cette échéance. Le risque étant, pour lui, de perdre une part importante de ses

bourgmestres ou majorités, ce qui pourrait le faire passer sous un seuil critique aux régionales et législatives un an plus tard...

« La N-VA veut "manger" les partis du centre et de droite en deux étapes : au scrutin communal puis fédéral » UN VLD

A la recherche de partenaires Si les partis de la majorité minimisent la sortie communautaire de Bart De Wever, c'est aussi, argumentent-ils, parce que pour faire passer son shift institutionnel, il faut des partenaires, et même une majorité des deux tiers au parlement. Or, les partenaires d'aujourd'hui sont très clairs.

Au MR : « Il y aura d'autres formes de l'Etat, c'est le sens de l'histoire, mais réforme de l'Etat ne veut pas dire fin de l'Etat. Il ne

faut pas compter sur le MR pour aller dans cette direction. »

Au CD&V : « Il faut exécuter la 6^e réforme de l'Etat, pas en préparer une 7^e. On a négocié pendant quatre ans et cela nous a coûté très cher électoralement, on ne va pas recommencer. D'autant que la N-VA ne veut pas une réforme de l'Etat, mais tout scinder. » (Même

si l'ex-secrétaire d'Etat Hendrik Bogaert a jugé sur son blog, hier, qu'« il n'y a pas d'arguments pour exclure par principe de nouveaux pas importants dans la réforme de l'Etat », puisqu'il y a « plus que jamais deux démocraties en Belgique »... ce qui n'a pas dû plaire à sa hiérarchie.)

Au VLD : après avoir pris le virage confédéral, le parti en est revenu au fédéralisme et ne compte pas rechanger d'avis ; « Plus la N-VA pousse vers le confédéralisme, moins on le fera. Même si le système n'est pas parfait et qu'il pourrait y avoir des transferts de compétences dans les deux sens. »

C'est donc trois fois non.

Et tant qu'à parler de partenaire, un CD&V ne voit qu'un élément positif dans la dernière sortie de Bart De Wever : « Cela va faire réfléchir le MR, qui va se rendre compte qu'il a aussi besoin du CDES et du VLD, pas seulement de la puissante N-VA comme alliée, car si elle continue, cela deviendra pénible pour lui. » Un allié N-VA que le MR juge « loyal et fiable », mais qui n'a pas jugé bon de le prévenir, avant de lâcher son communiqué communautaire mercredi – le CD&V, lui, en avait eu vent en début de semaine... ■

MARTINE DUBUISSON

INTERNATIONAL

Bonne chance pour redresser l'image !

Souvenez-vous, en 2010-2011, la Belgique faisait la une des médias étrangers, avec ses 541 jours de crise et, surtout, le risque de scission du Royaume. Depuis, le niveau 4 et la menace terroriste ont à nouveau terni une image qui s'était entre-temps améliorée. Avec la nouvelle envolée confédérale flamande, qui fait écho au combat catalan, la Belgique devrait sans peine retrouver les « unes » à l'étranger. Et dire que le Premier ministre avait pris comme bonne résolution pour 2016 de redorer le blason noir-jaune-rouge, en lançant une grande tournée internationale ! A charge pour lui d'attirer les investisseurs dans un pays que la N-VA veut rayer de la carte au plus vite.

V.L.A.

Khattabi (Ecolo) : « Que la Flandre organise un référendum sur l'indépendance »

Au lendemain de l'initiative de la N-VA, qui réédite son engagement communautaire, Zakia Khattabi, coprésidente d'Ecolo lance : « J'en ai assez que la N-VA dicte comme elle le fait l'agenda politique ! Du reste, à part le MR et Charles Michel, qui

pouvait croire qu'elle cesserait de faire du communautaire ? C'est insupportable. Il y a tant de sujets importants qui doivent nous occuper, pensez aux bourdes de Marghem dans le dossier nucléaire, au futur de la SNCB, etc. Alors, que l'on vide l'abcès, afin que les choses soient claires : qu'un référendum ait lieu en Flandre, où les Flamands auront à choisir entre le maintien de la Belgique et la séparation. Une clarification. Sans cela, Bart De Wever continue-

ra son petit jeu. Aujourd'hui, la Belgique danse quand il siffle ! Cela suffit. Avec le référendum, là, il sera désavoué. Son projet sera invalidé par les citoyens flamands, une fois pour toutes, nous en sommes convaincus. Il faut tuer son projet dans l'œuf, le référendum en Flandre permettra cela. Que Bart De Wever assume ses responsabilités, qu'il se soumette au jugement de la population, qui tranchera. »

D.C.I

Dérapages sur Twitter

En plus de poser une bombe institutionnelle, la N-VA a aussi ravivé les rivalités entre des politiques francophones, et les messages fusent sur Twitter. Mercredi soir, la présidente du PS bruxellois Laurette Onkelinx avait réagi à l'annonce de Bart De Wever en déclarant que la N-VA prenait « la route vers la fin de la Belgique ». Un message qui n'a vraisemblablement pas plu

au député wallon Georges-Louis Bouchez (MR) qui a rétorqué dans la soirée : « Et l'Onkelinx prend la route vers la fin de sa carrière (j'es-père) ». Ça ne faisait que commencer. Le porte-parole de la fédération bruxelloise du PS Vincent Cordier s'est empressé de lui répondre : « Vous pas la voie de la politesse, de l'humilité et du respect en ts cas ». Ce fut ensuite au tour d'Alain Destexhe (photo) de répondre aux propos de la coprésidente d'Écolo Zakia Khattabi (lire ci-dessus) : « Complète-

ment tapée (sic) comme dirait Onkelinx », lâche le sénateur MR. Le mot « tapée » n'a évidemment pas été choisi au hasard : il fait référence à une vieille querelle avec la présidente du PS bruxellois au sujet des mesures de lutte contre le radicalisme. A l'époque, c'était la socialiste qui avait traité le libéral de « tapé ». Dans l'après-midi toutefois, Destexhe retirait son tweet et le remplaçait par un plus policé « pompier pyromane madame ! »...

C.BQ

Carl Devos « Le président de la N-VA agit surtout par stratégie »

A contre-courant de ceux qui estiment que la N-VA va vraiment rouvrir le débat communautaire aux fins d'instaurer le confédéralisme, Carl Devos, politologue à l'université de Gand, livre son analyse de la situation.

Pourquoi Bart De Wever ouvre-t-il le chantier communautaire, en sacrifiant son chef de groupe à la Chambre ?

Il y avait d'abord un problème interne : Hendrik Vuye faisait l'objet de critiques dans le groupe parlementaire N-VA, notamment parce qu'il n'assumait pas vraiment son rôle de chef de groupe. Il y avait des tensions. Hendrik Vuye lui-même voulait quitter cette fonction, mais ne trouvait pas l'occasion de le faire. En le nommant dans un groupe consacré à la préparation de la prochaine réforme de l'Etat, Bart De Wever est parvenu à faire sortir Hendrik Vuye, tout en créant une diversion avec le communautaire.

C'est aussi une confirmation des visées communautaires de la N-VA ?

Oui, c'est une réponse à des critiques du mouvement flamand qui se trouve actuellement affaibli.

Pourquoi ?

Parce que beaucoup de membres de ce mouvement sont actifs à la N-VA et respectent la consigne de mettre le communautaire au frigo jusqu'en 2019. Mais les critiques sont là : dans ces milieux nationalistes, on critique l'omerta communautaire, mais aussi le fait que la N-VA devienne populaire même en Wallonie et à Bruxelles. C'est à cela que Bart De Wever a voulu répondre.

C'est une nouvelle étape ?

Pour moi, non. Bart De Wever rejoue en 2016 le même jeu qu'en 2014. Car même s'il crée un groupe de travail, il dit en même temps que ce gouvernement doit poursuivre ses travaux et que l'objectif n'est pas encore atteint. La N-VA estime en fait que le standstill communautaire n'est pas encore suffisamment compensé par des réformes socioéconomiques.

Pourquoi cette frustration ?

En partie parce que les autres partis, comme le CD&V mais aussi le VLD, ne suivent pas la N-VA. On le voit encore avec le débat autour des économies dans la Sécurité sociale : même le VLD, par la voix de Maggie De Block, dit qu'on ne doit pas économiser dans ce domaine. La N-VA se trouve donc devant un mur.

Donc, votre raisonnement est de dire que la N-VA continue à se battre davantage sur le socioéconomique que sur le communautaire ?

Disons qu'il y a une impression de déjà-vu : la N-VA fait des journées d'étude sur le confédéralisme, elle dit préparer le round communautaire, mais c'est comme en 2014. Et là, la N-VA est allée au gouvernement sans faire de communautaire. Aujourd'hui, c'est pareil : la N-VA se prépare, étudie. Mais vous aurez remarqué qu'elle ne dit pas qu'en 2019, elle refusera d'entrer dans un gouvernement qui n'inscrirait pas le confédéralisme à son programme.

La N-VA parle beaucoup et réalise peu ?

Ils engrangent quand même des décisions, mais ils se heurtent encore très sou-

vent au compromis à la belge qui les empêche d'aller jusqu'où ils voudraient. Et quand Bart De Wever propose des changements, il renvoie souvent la balle au niveau européen où ces changements s'avèrent impossibles, notamment dans le dossier des réfugiés. On ne peut donc pas dire que la N-VA ne fait rien, mais elle n'apporte pas la « force du changement » promise. Ceci génère donc une frustration et oblige le parti à dire qu'il prépare des choses plus grandes.

La N-VA dit préparer le confédéralisme parce que, pour l'instant, les francophones ne sont demandeurs de rien. Le problème, c'est que les Flamands ne sont demandeurs de rien non plus. Je comprends la position de la N-VA d'un point de vue stratégique mais, d'un point de vue intellectuel, ce n'est pas très cohérent...

C'est une stratégie durable, d'agiter les réformes dont on sait qu'on ne les mènera pas, ou pas tout de suite ?

Oui, je pense que c'est durable, puisque la N-VA l'a déjà fait en 2014. Et en 2019, la N-VA sera encore isolée sur l'agenda institutionnel. Elle va donc sans doute rester dans un gouvernement de centre-droit, le temps de convaincre les francophones que le confédéralisme est une bonne chose.

Vous pensez donc que les frayeurs communautaires du moment sont exagérées ?

Oui, je le crois. Je crois que la N-VA agit surtout par stratégie en sachant que sa marge de manœuvre est limitée. ■

Propos recueillis par
BERNARD DEMONTY

étude Le séparatisme ne séduit pas les jeunes Flamands

L'avenir proche ou lointain, est sur toutes les lèvres depuis la sortie de la N-VA. Mais, au fond, qu'en pensent les Flamands? Une étude interuniversitaire menée par l'UCL et l'ULB tord le cou à l'idée reçue d'une Flandre acquise au séparatisme. 1.226 Flamands et 1.247 francophones ont participé à l'enquête en 2011 et les résultats ont été publiés en 2015.

Dans chaque groupe linguistique, plusieurs catégories ont été constituées : les personnes nées entre 1920 et 1957 (qui ont donc passé leur jeunesse dans la période pré-fédérale), celles nées entre 1958 et 1982 (jeunesse durant le processus de fédéralisation - pour rappel, la Constitution a consacré l'Etat fédéral en 1993) et celles nées après 1983 (jeunesse dans un contexte post-fédéralisation).

L'étude explore le champ de la psychologie sociale et de la mémoire collective. Premier constat : les Flamands les plus

jeunes estiment les expériences négatives vécues par leur communauté nettement inférieures à celles de leurs aînés. Ces derniers ont connu une époque où la Flandre se sentait défavorisée économiquement parlant, et brimée politiquement dans une Belgique dirigée par des francophones. Ce qui n'est pas le cas des dernières générations. « L'hypothèse, c'est que le point de vue nationaliste est sous-tendu par cette mémoire collective douloureuse », commente Bernard Rimé (UCL), un des auteurs.

Cela ne s'arrête pas là : les données montrent également que les francophones recon-

naissent clairement les souffrances historiquement infligées par leur communauté aux Flamands. « Une telle reconnaissance n'a jamais été explicitement formulée en Belgique, dit l'étude. Cela pourrait améliorer positivement les relations entre les différents groupes du pays. »

L'enquête s'intéresse aussi au sentiment d'appartenance : se sent-on belge, flamand, francophone? Sans surprise, le sentiment d'appartenance à sa région est plus fort dans le nord du pays, toutes générations confondues. On observe toutefois une hausse du sentiment d'appartenance à la Belgique dans la plus jeune génération, et ce des deux côtés de la frontière linguistique.

Plus on est jeune, moins on vote « nationaliste »

Voilà pour le ressenti... Il y a aussi les actes. Alors que les deux plus anciennes générations flamandes se disent à 33 % pour le séparatisme, le pourcentage n'atteint que 16 % chez les jeunes. Dans les deux « camps », les plus jeunes affichent une tendance préférentielle pour les concessions réciproques entre communautés.

Un point du document s'intéresse au lien entre l'âge et l'orientation politique. Sur l'échantillon en question, il ap-

paraît que les personnes votant « nationaliste » sont significativement plus âgées que celles qui choisissent un parti traditionnel. Pour avoir un ordre d'idées, la moyenne d'âge des personnes qui votent N-VA est de 41 ans, contre 32 pour le parti Groen (dans l'enquête).

En mai dernier, *Le Soir* pu-

blier une étude de la KUL qui décortiquait les profils des électeurs flamands. Ceux de la N-VA sont souvent des personnes jouissant d'un cadre professionnel supérieur, comme des cadres. « La N-VA recrute beaucoup chez les jeunes les plus diplômés, les cadres et les employés, un sur trois vote N-VA », écrivions-nous alors.

Quelles conclusions tirer de tout cela? « Nous avons une abondance de résultats qui confirment l'hypothèse de base, explique Bernard Rimé. La démonstration est très détaillée. Plus on est jeune, moins on endorse le point de vue nationaliste. La N-VA néglige cet aspect

des choses. Le séparatisme, c'est, finalement, un truc de vieux. »

Selon le chercheur, les résultats sont corroborés par d'autres études. En 2011, la KUL avait interrogé 3.000 jeunes belges sur l'avenir du pays. La scission était envisagée par 8 % des francophones et... 8,8 % des néerlandophones. Un sondage Ipsos datant de 2015 démontrait, lui, la baisse du sentiment d'appartenance flamand avec l'âge. 29 % des 45-54 ans se sentaient avant tout flamands, contre 20 % des 25-34 et 15 % des 16-24.

« Quand nous nous souvenons du passé, nous le reconstruisons en accord avec nos idées actuelles de ce qui est important et de ce qui ne l'est pas », disait le sociologue Peter Berger, cité en exergue dans l'étude. Si l'on se fie à ces données, les enjeux institutionnels ne seraient pas forcément la priorité des nouvelles générations belges. Quelle que soit leur langue maternelle... ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT

la galaxie N-VA Le mouvement flamand n'a pas perdu la voix de son maître

Le mouvement flamand a commencé à faire parler de lui dès 1870, moins de quarante ans après l'indépendance du pays. Soutenu par les milieux artistiques et étudiants, il combattait alors surtout la domination de la langue française présente dans tous les rouages du pouvoir. La Première Guerre a attisé les positions nationalistes, le sentiment anti-belge et le rêve de la réalisation d'un Etat flamand.

Dans les années 50, le mouvement s'est structuré. La création du Mouvement populaire flamand (le VVB pour *Vlaamse Volksbeweging*) remonte à 1956. C'était, à l'époque, un groupe de pression indépendant et flamboyant. Wilfried Martens, le futur Premier ministre, y fut secrétaire politique et lança l'idée, alors révolutionnaire, du fédéralisme d'union. C'est en 1964 que se créa la coupole de l'OVV, le centre de concertation des associations flamandes. Nous en avons épinglé quelques-unes (lire ci-dessous) parmi la bonne trentaine d'organisations qui luttent ou ont lutté pour l'émancipation de la Flandre. Au fil du temps, de la concrétisation de leurs exigences et de la mise en place de réformes de l'Etat successives, nombre d'entre elles sont tombées en léthargie, ont disparu ou ne comptent plus leurs membres que sur les doigts d'une main.

Un exemple parmi tant d'autres : la grand-messe annuelle des indépendantistes à Dixmude, lors du Pèlerinage de

l'Yser, rassemblait encore des dizaines de milliers de personnes dans les années 80 et 90. Aujourd'hui, les organisateurs de l'*Ijzerbedevaartcomité* doivent se satisfaire de l'assistance d'un match de bas de classement en provinciale inférieure. C'est que, comme nous le souffle l'historien et cofondateur de la N-VA Eric Defoort, le mouvement flamand a largement squatté les bancs parlementaires, jusqu'aux étages fédéraux.

Le *Vlaams Volksbeweging* (VVB), quasi moribond et entre les mains de l'extrême droite dans les années 90, avait été repris en main par Jan Jambon et

Peter De Roover, avant leur passage à la N-VA. Depuis, le VVB demeure un canal important du mouvement flamand. Même pour Bart De Wever qui reste attentif à ne pas perdre son électorat radical et indépendantiste passé lors des derniers scrutins du Vlaams Belang à la N-VA.

Jan Jambon est aujourd'hui vice-Premier et premier flic du pays, Peter De Roover, ancien président du VVB devrait devenir le nouveau chef de groupe du parti à la Chambre...

Un parti qui se « belgifie »

La N-VA est devenue le premier parti du pays. Et, au sein du mouvement

flamand, on grince pourtant des dents en découvrant que, non contente d'avoir rangé le communautaire au frigo jusqu'en 2019, leur formation se « belgifie » : son ministre de la Défense achète pour 9 milliards de maté-

riel militaire et de nouveaux avions pour l'armée d'un pays dont ils veulent la disparition, le fondateur et ministre-président flamand, Geert Bourgeois, se promène à Davos, tout sourire, aux côtés du Roi de ce même pays. Dans les couloirs des associations fla-

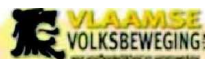
mandes, l'énerverment est palpable : on reproche à la N-VA de devenir ni plus ni moins un parti comme les autres.

Rencontre au sommet

Si le mouvement flamand et les associations qui gravitent autour de lui se sont essouffés, faute de nouveaux griefs sérieux à adresser à la maison fédérale, ils pèsent donc toujours pour la N-VA. Après tout, ils constituent ses électeurs de la première heure. La preuve, c'est la sortie de Bart De

Wever remettant le couvert communautaire. Dans ses éditions de vendredi, *De Standaard* fait état d'une rencontre, lundi passé, entre le top de la N-VA et une délégation de la coupole des associations l'OVV. Bart De Wever leur a promis de prendre une initiative communautaire. C'est chose faite. L'OVV a remis un texte de 18 pages de revendications aux responsables de la N-VA. Parmi elles, les « bourdes » de la sixième réforme de l'Etat qui, selon leurs calculs, génèrent un transfert annuel de 12 milliards de la Flandre vers la Wallonie. Les deux délégations doivent se retrouver cet été. ■

DIRK VANOVERBEKE



Vlaams Volksbeweging

VVB, c'est le véritable moteur qui, depuis 30 ans, mène le combat pour faire aboutir les exigences flamandes. Il compte quelque 20.000 membres.



Voorpost

Un mouvement radical infiltré de longue date par l'extrême droite. Il assure le service d'ordre du Vlaams Belang.

KVHV (Katholiek Vlaams Hoogstudentenverbond)

Ce groupement universitaire catholique est le plus ancien de Flandre, le plus radical aussi sur le terrain communautaire. Le fils de Jan Jambon le préside.

La galaxie des mouvements flamands



Overlegcentrum van Vlaamse Verenigingen

La coupole d'une myriade d'associations luttant pour l'émancipation de la Flandre. Créée en 1966, elle a connu son premier succès avec la scission de l'Université de Louvain en 1968.

Ijzerbedevaart- comité

Le comité organisateur du pèlerinage de l'Yser à Dixmude, grand-messe des indépendantistes flamands.

ANZ (Algemeen Nederlands Zangverbond)

Créé en 1948, c'est le promoteur essentiel de la chanson flamande. La Fête du chant nationaliste flamand se déroule chaque année au Sportpaleis d'Anvers.

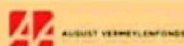
Doorbraak

C'est l'hebdo en ligne du mouvement flamand. Sa version papier fut créée par Wilfried Martens.



Willemsfonds

Un des mouvements fondateurs de l'OVV, de tendance plus libérale. Née en 1851, avec pour mission de défendre la langue néerlandaise.



Vermeylenfonds

Association socio-culturelle flamande de mouvance socialiste.



Davidsfonds

Un des mouvements flamingants à la base de la création de l'OVV. De mouvance CVP à l'origine, il est devenu une association culturelle.

VOS

(Vlaamse Oudstrijders)

Mouvement créé par des combattants de la Première Guerre. Objectif : l'autonomie de la Flandre en Europe.

Vlaams Geneeskundigen verbond

Groupement de médecins flamands acquis à la cause nationaliste. Globalement le corps médical flamand est très proche de la N-VA.

TAK

(Taal Aktie komitee)

Groupe d'action extrémiste et violent qui combat la présence des francophones en Flandre.

Pallietkerke

Hebdomadaire nationaliste très radical. Tirage : 10.000 exemplaires

Voka

Couple du patronat flamand qui n'a évidemment aucun lien structurel avec la N-VA. Mais qui est très proche du parti nationaliste.

BRUNO DE WEVER**« Tous les flamingants ne sont pas séparatistes »**

Bruno De Wever, le frère du président de la N-VA, est politologue à l'Université de Gand et expert, notamment, des questions touchant au mouvement flamand.

Pouvez-vous chiffrer le nombre d'adhérents à ces innombrables associations qui se réclament du mouvement flamand ?

La question est pertinente, mais je suis incapable de vous livrer la réponse. Le secret semble bien gardé. Et je me méfie des chiffres communiqués. Le nombre de 20.000 membres du Vlaamse Volksbeweging, par exemple, me paraît surestimé.

Le nationaliste Jean-Pierre Rondas, une des chevilles ouvrières de Doorbraak (lire infographie), se réjouit de la décision de la N-VA de remettre le communautaire sur la table, estimant que le

parti avait compris les flamingants.

Il faut arrêter de faire l'amalgame entre flamingants et séparatistes. Je suis flamingant, mais je ne suis pas séparatiste. Et c'est le cas de nombre d'associations qui gravitent autour du mouvement flamand. Il ne faudrait pas que les séparatistes usurpent la position de ceux qui se réclament du flamingantisme. D'autant qu'une petite minorité de l'opinion publique flamande (entre 10 et 15 % selon les études) soutient le projet séparatiste. Votre frère a récemment déclaré que la seule contribution que le mouvement flamand pouvait encore offrir pour l'indépendance de la Flandre serait de cesser d'exister. Quelle est dès lors la fonction du mouvement flamand depuis qu'il s'exprime aujourd'hui à travers la N-VA sur les bancs des parlements fédéral et flamand ?

Nombre de revendications et d'exigences légitimes exprimées par le mouvement fla-

mand dans l'Histoire ont été rencontrées. Dans ma récente étude, je cite Bart De Wever qui emprunte les mots de l'historien tchèque Miroslav Hrosh sur le nationalisme : « Un nationalisme couronné de succès ne peut considérer la nation comme but mais comme moyen de résoudre les défis qui préoccupent les plus grands groupes : des impôts en moins, une politique migratoire plus draconienne. Si l'homme politique porte un tel message, c'est bingo. Avec la N-VA, je me suis toujours fixé cet objectif : la Flandre comme moyen, pas comme but. » Aujourd'hui, la nation flamande a cessé d'être « petite » et mise sous tutelle de la nation belge. Parallèlement au projet patriotique belge, le mouvement flamand, hors enceinte parlementaire, s'est très largement évaporé.

DIRK VANOVERBEKE

Bruno De Wever vient de terminer la rédaction d'une étude intitulée : « Les patriotes flamands et la formation de la nation. Comment la nation flamande a cessé d'être "petite" ». Elle vient d'être publiée dans le magazine académique sur l'histoire du mouvement flamand. (<http://www.wt.be/>)